

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**POLITIQUE IMMOBILIERE –
PROPOSITION DE CREATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,

Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,

Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Courant octobre dernier, des réunions d'information à l'attention des maires et des présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont eu lieu afin de présenter la réforme du mode de calcul des contributions et les propositions votées par le Conseil d'administration pour la réalisation du futur plan immobilier du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis).

Les propositions liées à la nouvelle politique immobilière sont décrites dans la délibération du Conseil d'administration du 17 juin 2016.

Pour rappel, ce plan immobilier concerne plus de quarante opérations pour un montant d'environ 100 millions d'euros.

Ces propositions résultent de la situation financière du Sdis qui ne pourra assumer seul la prise en charge des investissements à réaliser, sauf à lisser ces opérations sur une période extrêmement longue ; justifiant ainsi la participation des acteurs du territoire, afin de mener à bien la réalisation de ces différentes opérations.

En résumé, cette modification du plan immobilier suppose qu'une commune cède à l'euro symbolique un terrain ou un bâtiment. En complément, l'EPCI est sollicité pour mobiliser les financements des collectivités du bloc communal sur un pourcentage des travaux. Le Sdis gardant à sa charge le complément du coût des travaux, ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'œuvre.

Cette proposition de refonte de la politique immobilière a suscité de nombreux commentaires et interrogations.

Des débats ont également eu lieu au sein du Conseil départemental.

Compte tenu de ces commentaires, interrogations et débats, il est nécessaire de poursuivre la réflexion afin d'apporter des précisions et des réponses (le taux de participation des EPCI aux coûts de construction notamment)

C'est pourquoi il est proposé de créer un groupe de travail ad hoc afin d'étudier l'ensemble des possibilités qui s'offrent à nous, en cohérence avec la réalité actuelle du Sdis, sur le modèle de ce qui a été fait pour le dossier des contributions des communes et EPCI.

Afin que ce groupe soit représentatif des acteurs du territoire et du Conseil d'administration dans sa pluralité, il est proposé de choisir deux représentants du Département, deux représentants des communes et deux représentants des EPCI.

L'objectif de ce groupe est de remettre ses conclusions afin de soumettre au Conseil d'administration de juin 2017 une politique immobilière applicable rapidement et économiquement acceptable pour les futurs partenaires.

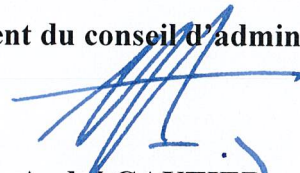
Ces résultats feront l'objet d'une nouvelle concertation avec les territoires durant les prochains mois.

Ainsi, il vous est proposé de procéder à la désignation des membres du groupe de travail.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité la création d'un groupe de travail ainsi que la sollicitation du président du Département et du président de l'Association Départementale des Maires pour la désignation des membres représentants les communes et les EPCI.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

